



Le gouvernement américain prend contrôle de géants du refinancement hypothécaire pour éviter l'effondrement financier

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 10 septembre 2008

[WSWS](#) 10 septembre 2008

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Le département du Trésor américain a annoncé dimanche qu'il nationalisait les deux géants du refinancement hypothécaire, Fannie Mae et Freddie Mac. Il s'agit de la plus importante intervention gouvernementale dans l'économie américaine depuis la Grande Dépression des années 1930.

L'annonce de la « mise sous tutelle » des deux entreprises, faite avant l'ouverture des marchés boursiers en Asie, ne laissait aucun doute quant à l'ampleur de la crise économique à laquelle est confronté le capitalisme américain et mondial.

« Fannie Mae et Freddie Mac sont si imposantes et si étroitement liées à notre système financier que la défaillance d'une ou l'autre entraînerait d'énormes troubles dans nos marchés financiers, ici et dans le monde », a déclaré le secrétaire au Trésor Henry Paulson Jr. lors d'une conférence de presse à Washington. « Une défaillance serait dommageable envers la croissance économique et la création d'emplois. C'est pourquoi nous avons agi ainsi aujourd'hui. »

La faillite de ces deux entreprises représente en fait la faillite du capitalisme américain. Elles sont responsables à elles deux de plus des deux tiers du financement de toutes les hypothèques de maisons des États-Unis.

Bien que les politiciens des deux partis ainsi que la majorité des reportages aient tenté de présenter ce plan comme une aide aux propriétaires de maisons aux abois, il est évident que cette intervention n'améliorera en rien la crise à laquelle font face des millions de travailleurs ordinaires.

Comme l'a admis dimanche le *New York Times*, « Le plan visant à renflouer ces entreprises ne fera probablement pas grand-chose pour empêcher le prix des maisons de chuter davantage. Et il est pratiquement certains les forclusions vont continuer d'augmenter.

« Ce renflouage permettra une stabilité dans l'industrie hypothécaire que l'on a pas vue depuis quelques années », a déclaré Rich Cosner, le président de Prudential California Realty, à Associated Press. « Mais honnêtement, cela n'aidera pas les (emprunteurs en difficulté) à se refinancer. »

Son véritable objectif est de venir en aide aux banques qui ont investi dans des titres de créance de Fannie et Freddie en sachant que le Trésor américain était en dernière analyse

responsable de ces entreprises créées et garanties par le gouvernement

Les coûts immédiats du renflouage seront subis par les contribuables ainsi que les actionnaires, qui verront leurs investissements partir en fumée. Une partie du plan annoncé dimanche autorise le gouvernement à acheter les actifs actuels au prix symbolique de moins d'un dollar l'action. Une importante section de ces investissements est détenue par des fonds communs de placement faisant la gestion de régimes de retraite. Pour de larges sections de la main-d'œuvre américaine, cet argent constitue la seule source d'épargne pour la retraite.

De plus, on croit que les clauses de l'acquisition entraîneront au minimum quelques autres défaillances bancaires. La FDIC (Federal Deposit Insurance Corporation) a déclaré dimanche que « bien que de nombreuses institutions possèdent des actions ordinaires ou privilégiées de ces deux entreprises commanditées par le gouvernement, elles comptent pour un nombre limité de plus petites institutions pour une part importante de leur portefeuille ». L'agence n'a pas mentionné dans quelle mesure ce nombre est « limité ».

Le plan annoncé par Paulson exige l'investissement de presque 200 milliards \$ de fonds gouvernementaux pour remettre à flot les deux géants du refinancement hypothécaire.

Les véritables coûts pourraient s'avérer cependant beaucoup plus élevés. William Poole, l'ancien président de la Réserve fédérale de St-Louis, a soutenu dimanche est possible que le gouvernement ait à dépenser près de 300 milliards \$ pour sauver les deux compagnies.

Cette intervention est la troisième fois depuis le début de l'année que le gouvernement des Etats-Unis se voit forcé de renflouer une importante institution financière afin de contrer la menace d'un effondrement imminent du système bancaire américain et mondial.

En mars dernier, l'injection de 29 milliards \$ par la Réserve fédérale américaine a servi à subventionner l'acquisition de Bear Stearns par JPMorgan Chase. En juillet, on accorda au gouvernement la possibilité d'injecter des fonds dans Fannie Mae et Freddie Mac, permettant alors à ces deux entreprises privées garanties par le gouvernement d'emprunter directement de la Réserve fédérale.

Les deux entreprises ont enregistré des pertes nettes records de 14,9 milliards \$ au cours des quatre derniers trimestres en raison de la hausse du nombre de forclusions et de la chute des prix des maisons.

En juillet dernier, en présentant le plan au Comité bancaire du Sénat, Paulson a argumenté que, « Si vous avez un bazooka et que cela se sait, vous n'aurez probablement pas à vous en servir. » L'idée était qu'en créant ce filet de sécurité, les investisseurs privés allaient être rassurés et allaient prêter de l'argent aux deux entreprises, qui détiennent ou garantissent plus de 5 billions \$ en dettes hypothécaires.

En réalité, le « bazooka » a eu l'effet contraire, convainquant les investisseurs que Fannie et Freddie se dirigeaient vers la faillite et une acquisition par le gouvernement. Par conséquent, les prix de leurs actions ont continué leur dégringolade, perdant ainsi 80 pour cent de leur valeur cette année.

Vendredi, après la fermeture des marchés et après que des rumeurs d'acquisition imminente aient circulé sur Wall Street, les actions de Fannie Mae ont chuté de 21,9 pour cent et celles de Freddie Mac de 20,9 pour cent.

Il semblerait que l'un des éléments déclencheurs de l'intervention gouvernementale fut le dumping d'une importante quantité de titres de Fannie Mae et Freddie Mac par des investisseurs asiatiques et à l'étranger. La Banque de Chine, la troisième plus grande banque du pays, a annoncé à la fin août qu'elle s'était départie de quelques 3,14 milliards \$ en titres de créance des deux entreprises au cours des deux mois précédents.

Au même moment, la banque centrale de Russie aurait procédé au dumping de 40 milliards \$ de titres de Fannie Mae, Freddie Mac et de la Federal Home Loan Bank au cours de l'année, et d'autres coupures sont attendues.

Le tarissement des investissements dans ces compagnies garanties par le gouvernement soulève évidemment la possibilité qu'un processus semblable puisse se développer envers les titres du gouvernement américain. Actuellement, l'économie américaine est dépendante des investisseurs étrangers, principalement d'Asie, qui achètent jusqu'à 20 milliards \$ de titres de dette des agences américaines chaque mois.

Menaçant implicitement précisément un tel retrait, le principal économiste de Chine, Yu Yongding, un ancien conseiller de haut rang de la banque centrale, a commenté le mois passé : « Si le gouvernement américain permet à Fannie et Freddie de faire faillite et que les investisseurs internationaux ne sont pas compensés de façon adéquate, les conséquences seront catastrophiques. Si ce n'est pas la fin du monde, ce sera la fin du système financier international actuel. »

Il faut noter que l'agence de notation financière, Standard & Poors, s'est sentie obligée de faire une déclaration dimanche pour confirmer que la prise de contrôle, qui ajoute 5 billions \$ de dettes au bilan de Washington, ne résultera pas en une diminution de la cote de crédit du gouvernement américain.

L'ampleur de la crise et de l'intervention gouvernementale est démontrée par le fait que Paulson n'a pas informé que le président Bush avant d'annoncer le plan, mais aussi le candidat présidentiel du Parti républicain, John McCain, celui du Parti démocrate, Barack Obama et de hauts dirigeants du Congrès américain.

Les deux candidats ont annoncé qu'ils appuyaient l'intervention tout en critiquant les actes passés du gouvernement envers les deux prêteurs hypothécaires.

« Ces entités sont si gigantesques et sont si liées au marché de l'immobilier qu'il est probablement exact que nous fassions quelque chose pour nous assurer qu'elles ne s'effondrent pas », a dit Obama devant une foule venue l'entendre à Terre Haute en Indiana.

« Je crois que nous devons faire en sorte que les gens puissent garder leur maison » a déclaré McCain lors d'une interview qui fut télédiffusée dimanche à l'émission *Face the Nation* sur le réseau CBS. Il a continué : « Il doit y avoir une restructuration, il doit y avoir une réorganisation et il doit y avoir une certaine confiance que nous allons stopper cette chute incessante. »

Obama a proclamé que la prise de contrôle ne doit pas servir à « protéger les investisseurs et les spéculateurs qui comptent sur le gouvernement pour engranger des profits colossaux », alors que McCain a dénoncé « les dirigeants des compagnies qui gagnent chaque année des centaines de — certains plus d'un milliard de dollars alors que tout

plonge ». Le candidat républicain a reconnu, « C'est ce copinage, cette corruption, qui fait que les gens, avec raison, sont en colère. »

Tout cela n'est que démagogie vide. La spéculation, le copinage et la corruption, omniprésents dans les opérations de Fannie Mae et Freddie Mac, sont symboliques du parasitisme et de la criminalité de l'élite dirigeante financière américaine dans son ensemble.

De plus, cette unité des deux partis en soutien de la prise de contrôle est l'expression la plus claire de la subordination inconditionnelle des deux principaux partis politiques aux intérêts fondamentaux de l'oligarchie financière américaine.

Un des facteurs qui ont décidé le gouvernement à intervenir dimanche passé a été la vérification comptable des compagnies réalisée par des conseillers de chez Morgan Stanley. Alors que les rapports préliminaires étaient faits à grands traits, il semble que les vérificateurs aient trouvé que les deux compagnies utilisaient des méthodes de comptabilité à la Enron pour cacher la véritable ampleur de leur crise, n'inscrivant pas la valeur de leurs titres dérivés des prêts subprimes.

Par conséquent, la quantité de capital que les compagnies avaient pour se protéger de possibles pertes, déjà très faibles selon les normes en vigueur, était en réalité beaucoup plus faible que celle déclarée dans les livres. La capacité à accumuler de nouveaux capitaux s'est nettement affaiblie avec la chute de la valeur de leurs actions au cours des derniers mois.

« Freddie Mac a pris des décisions comptables pour repousser les pertes dans le futur et retarder le manque de capital jusqu'au quatrième trimestre de cette année, qui n'aura pas à être déclaré avant le début de 2009 », a rapporté le *New York Times*. « Fannie Mae a utilisé des méthodes semblables, mais à un degré moindre, selon des personnes à qui on a fait rapport de la situation. »

Les deux géants du refinancement hypothécaire ont déjà été impliqués dans des scandales comptables. Freddie Mac a été secoué en 2003 après qu'il fut révélé que ses revenus déclarés avaient été falsifiés pour un montant de 5 milliards \$, alors que Fannie Mae était, elle, accusée « d'erreurs comptables » totalisant la somme de 6,3 milliards \$. Bien que Freddie et Fannie aient dû payer des amendes et remplacer leur PDG, il n'y a pas eu d'enquête ni de changements importants dans la façon d'opérer des compagnies.

Comme le *New York Times* décrit ces opérations, les deux compagnies utilisaient l'appui implicite du gouvernement pour « obtenir des prêts à un meilleur taux que celui du marché et prêter de l'argent à un taux garantissant un retour sur l'investissement supérieur à celui du marché », les transformant en « ce qui revient à des gigantesques capitaux spéculatifs qui n'opèrent qu'avec un très faible capital pour se protéger des mauvaises surprises ».

Fannie Mae a été créée par le gouvernement fédéral en 1938 lors du New Deal pour injecter du capital dans le marché de l'hypothèque qui restait anémique après la Grande Dépression. C'était à cette époque une agence gouvernementale qui avait le mandat explicite de donner du crédit gouvernemental pour permettre aux familles moyennes d'acheter une maison.

En 1968, elle a été transformée en une compagnie privée, mais bénéficiant du soutien

financier du gouvernement qui avait pour objectif de sortir les dettes hypothécaires du bilan du gouvernement déjà alourdi par les dépenses engagées pour la guerre au Vietnam. Freddie Mac a été créé en 1970, lui aussi en tant que « compagnie soutenue par le gouvernement ». Dans les années 1990, les deux agences ont joué un rôle clé dans la bulle spéculative de l'immobilier qui a alimenté le boum sur Wall Street avant l'actuelle crise du système financier mondial.

Le choix par le gouvernement des nouveaux dirigeants pour les deux compagnies dont il vient de prendre le contrôle indique bien les intérêts qu'il compte défendre. Le gouvernement a nommé Herbert Allison, l'ancien vice-président de Merrill Lynch, à la tête de Fannie Mae alors que pour diriger Freddie Mac, c'est David Moffett qui a été choisi. Moffett a été PDG de US Bancorp et est actuellement un conseiller senior du groupe Carlyle.

Article original anglais, WSWs, paru le 8 septembre 2008.

Copyright WSWs.

La source originale de cet article est [WSWS](#)
Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2008

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca